

**BEAUREPAIRE Emmanuel
ELBAZ Leïla**

pour les MDPA en Liquidation Amiable

18 janvier 2023

**Position des acteurs dans la perspective de
l'enquête publique pour le projet de confinement
du site "StocaMine"**



Synthèse

Préambule

L'ensemble des éléments mentionnés dans cette synthèse sont un reflet des entretiens réalisés.

En aucun cas, il ne s'agit de la position des MDPA. Les textes en italique correspondent à des propos extraits des entretiens.

En aucun cas, les allégations ne sauraient être imputées aux MDPA qui communiqueront des informations ciblées extraites des études sur les différents sujets traités lors de ces entretiens.

INTRODUCTION

Contexte

Une démarche pro-active des MDPA pour partager les connaissances sur le projet de confinement du centre de stockage StocaMine, pour recueillir les points de vue, les besoins en matière d'information et les attentes avant la nouvelle enquête publique.

Dans la perspective de l'enquête publique sur le projet de confinement au printemps 2023, il est apparu utile aux MDPA d'approfondir le dialogue avec tous les acteurs concernés. L'objectif est de mieux cerner les positions respectives et leurs justifications, concernant notamment la situation actuelle du centre de stockage, les enjeux liés au confinement et à un déstockage même partiel.

Si certaines positions étaient publiques, d'autres, d'acteurs tout aussi concernés méritaient d'être prises en compte.

Cette consultation, qui se fait en complément de l'enquête publique (et dont la synthèse pourra être proposée) est aussi l'occasion de recueillir les interrogations et leurs justifications notamment quant aux risques pour le personnel et aux risques de pollution de la nappe phréatique d'Alsace, ce dernier point étant régulièrement mis en avant pour justifier un déstockage.

Rappel de la méthodologie

La méthodologie pour cette étude a été la suivante :

- **Entretien confidentiel** : le compte-rendu n'a servi qu'à la réalisation de la synthèse.
- **Entretien d'une heure environ sur la base d'un questionnaire (annexé).**
- **Les propos, dans la restitution, ne sont pas nominatifs** : seuls des verbatims sont repris.
- **La synthèse globale** des entretiens à adresser aux personnes interrogées à l'issue de la phase d'entretiens.

Liste des personnes interrogées

Pour réaliser cette étude, les MDPA ont mandaté un binôme de consultants, volontairement extérieurs au contexte mulhousien et a fortiori à celui des MDPA (Emmanuel Beaurepaire et Leïla Elbaz) pour les assister dans ce travail préparatoire. Après avoir identifié les interlocuteurs clés sur le territoire, **30 parties-prenantes représentatives** ont été sélectionnées : ce sont des représentants d'associations locales, des élus locaux, des parlementaires, des experts, des acteurs institutionnels en charge de l'environnement.

Catégories	Organisations	Prénoms	Noms	Titres
CONSULTANT	Collectivité Européenne d'Alsace	Georges	WALTER	Ancien Directeur de l'Environnement et du Cadre de Vie (DEVI)
ADMINISTRATION	DREAL Grand Est	Patrick	CAZIN-BOURGUIGNON	Directeur régional adjoint, délégué ministériel de la zone de défense Est
ADMINISTRATION TERRITORIALE	Collectivité Européenne d'Alsace	Emmanuel	BASTIAN	Directeur de cabinet adjoint
ASSOCIATION	Destocamine + Europe Écologie Les Verts en Alsace	Philippe	AULLEN	Co-secrétaire d'EELV Alsace
ASSOCIATION	Destocamine + Europe Écologie Les Verts en Alsace	Yann	FLORY	Porte-parole du collectif Destocamine
ASSOCIATION	Association Générale des Familles - les Ateliers Sinclair	Gilbert	WIRTZ	Président et directeur AGF 68
ASSOCIATION	Chambre de Consommation d'Alsace (CCA)	Christiane	VELINOT	Vice-Présidente
ASSOCIATION	Alsace Nature Mulhouse	Stéphane	GIRAUD	Directeur
ASSOCIATION	« Association de la Cité Langenzug de Wittelsheim"	Roland	DUBEL	Membre suppléant de la Commission de Suivi du site de Stocamine
ÉLU LOCAL	Mairie de Colmar	Éric	STRAUMANN	Maire de Colmar, Vice-Président CeA
ADMINISTRATION TERRITORIALE	Mairie de Colmar	Franck	JOST	Directeur de l'Environnement et du Plan Climat chez Colmar Ville & Agglomération
ÉLU LOCAL	Mairie de Wittelsheim	Yves	GOEPFERT	Maire de Wittelsheim
ÉLU LOCAL	Mairie de Wittenheim	Antoine	HOMÉ	Maire de Wittenheim
EXPERT	Aprona	Philippe	SCHOTT	Directeur
EXPERT	Géologue	Luc	JAILLARD	Géologue consultant - Ingénieur-Conseil Mines, Géologie, Environnement

ORGANISATION PROFESSIONNELLE	Chambre de Commerce et d'Industrie Mulhouse	Christophe	BEURNE	Responsable du Pôle Développement Durable - Direction Mutation des entreprises, Information et Marketing
ORGANISATION PROFESSIONNELLE	Chambre de Commerce et d'Industrie Mulhouse	Maryse	DEMISSY	Directrice Mutation des entreprises, Information et Marketing

Catégories	Organisations	Prénoms	Noms	Titres
ORGANISATION SYNDICALE RETRAITES	CFE CGC	Charles	FINANCE	Représentant du syndicat CFE /CGC
ORGANISATION SYNDICALE	CFE CGC	Jean-Pierre	SCHOENY	Représentant du syndicat CFE /CGC
ORGANISATION SYNDICALE	CFE CGC	Thierry	ABASQ	Délégué du personnel CFE /CGC
ORGANISATION SYNDICALE RETRAITES	Syndicat CGT - Union locale du Bassin Potassique	Michel	EIDENSCHENCK	Secrétaire général CGT Mineurs
ORGANISATION SYNDICALE RETRAITES	CFE CGC Mineur	Claude	PERUSSEL	Ex-Président de la CFE-CGC des MDPA
DELEGUE MINEUR	MDPA - DREAL	Francis	HAMERLA	Délégué mineur
DELEGUE MINEUR	MDPA - DREAL	Thierry	LAPP	Délégué mineur
PARLEMENTAIRE	Assemblée Nationale	Hubert	OTT	Député MODEM de la 2ème circonscription du Haut-Rhin
PARLEMENTAIRE	Assemblée Nationale	Emmanuel	FERNANDES	Député LFI de la 2ème circonscription du Bas-Rhin
PARLEMENTAIRE	Sénat	Patricia	SCHILLINGER	Sénatrice Haut-Rhin
PARLEMENTAIRE	Sénat	Sabine	DREXLER	Sénatrice Haut-Rhin (Grand Est)
PARLEMENTAIRE	Assemblée Nationale	Vincent	THIEBAUT	Député HOR de la 9ème circonscription du Bas-Rhin

PARLEMENTAIRE	Assemblée Nationale	Sandra	REGOL	Députée EELV/NUPES de la 1ère circonscription du Bas-Rhin
PARLEMENTAIRE	Assemblée Nationale	Bruno	FUCHS	Député MODEM de la 6ème circonscription du Haut-Rhin
PARLEMENTAIRE	Assemblée Nationale	Raphaël	SCHELLENBERGER	Député LR de la 4 ^{ème} circonscription du Haut-Rhin

Méthodologie

Des entretiens confidentiels associant points de vue individuels et posture institutionnelle

Les entretiens conduits ont été menés dans le respect d'une totale confidentialité, aucun propos n'étant attribué nominativement aux personnes interviewées. Seuls des verbatims ont été repris afin d'illustrer les principaux enseignements de ces entretiens, comme précisé aux interviewés.

Ces entretiens ont été conduits pour partie en présentiel à Mulhouse, et en visio, sur la base d'un **guide d'entretien** appelant à des réponses ouvertes, autour de principaux thèmes : un premier temps de constats (historique, confinement versus déstockage, réversibilité, pollution de la nappe phréatique, risques pour les personnels, gouvernance et implication des parties-prenantes) et un second temps de projection pour échanger sur la nécessaire concertation entre tous les acteurs, la gouvernance, la transparence, le suivi.

Il convient de préciser qu'aucun refus n'a été formulé : l'ensemble des interlocuteurs sollicités a accepté le principe d'un entretien et a fait valoir son point de vue et ses connaissances de façon aussi ouverte et transparente que possible dans un contexte, pour certains, d'opposition marquée à l'approche des MDPA.

Analyse

Les entretiens réalisés avec 30 parties-prenantes représentatives (parlementaires, élus locaux, experts scientifiques dont experts en hydrogéologie, organisations syndicales et de salariés dont représentatives de mineurs et anciens mineurs, ONGs familiales, de consommateurs et environnementales, représentants du secteur économique) ont permis de mettre en évidence des points de convergence et de divergence. Notons qu'un entretien individuel a également eu lieu avec l'avocate des MDPA et un journaliste de l'Alsace pour entendre leur perception du sujet.

Même si le sujet a pu être traité lors des entretiens, les informations sur l'historique de StocaMine (de la genèse du projet jusqu'à l'incendie puis l'arrêt de l'activité et la mise en liquidation amiable en janvier 2009) et les différentes hypothèses concernant l'incendie et ses conséquences, ne sont pas reprises, car l'objectif de cette consultation était de faire un état détaillé des positions à date, dans la perspective de l'enquête publique.

Conclusion générale

La synthèse des entretiens a permis de mettre en évidence que parmi les personnes ou groupes de personnes interrogés :

- **13 sont en faveur d'un nouveau déstockage**, pour préserver la nappe phréatique et respecter la promesse de la réversibilité mais insistent sur la nécessité de respecter des conditions de :
 - Sécurité des personnels,
 - Non mise en danger,
 - Faisabilité technique,
 - Solution d'élimination/valorisation préalable à tout déstockage.
- **9 sont en faveur d'un confinement**, justifié par la sécurité des personnels, la préservation de la nappe phréatique.
- **1 élu du territoire ne s'est pas prononcé**, estimant que la réponse ne doit pas être technique mais politique.

Si 30 parties prenantes ont été interviewées, 23 avis sont ici dénombrés : certains entretiens ont associé plusieurs parties prenantes et les avis étant les mêmes, ils ont été confondus, ce qui explique le total de 23 avis exprimés et répartis ci-dessus.

De façon plus détaillée, les entretiens ont permis de mettre en évidence les points suivants :

1. Un contexte de défiance vis-à-vis de la parole de l'Etat, de l'exploitant et par conséquent des experts

"Les élus changent de posture au gré des changements politiques".

"Les opposants n'ont pas réussi à mobiliser la population sur ce sujet (seulement 200 à 300 personnes maximum)".

"StocaMine va rester un dossier sur lequel il y aura des opposants, car beaucoup de désinformation a été entretenue. Légitimement les habitants ont peur dès lors qu'on leur parle de nucléaire, d'empoisonnement de l'eau, ...".

"L'arrêté de 1997 donne une autorisation d'exploitation pour une durée de 30 ans avec une clause de réversibilité. Sauf que les galeries ont convergé beaucoup plus vite que prévu".

"Certains élus essayent de se mettre en avant en s'opposant à l'Etat et aux MDPA, dans le Haut Rhin particulièrement. Les opposants sont mobilisés mais ils restent minoritaires".

"Il y a une légende entre risque potentiel et risque réel. On a le même problème en Alsace sur la géothermie".

"Il y a un manque réel de pédagogie sur le sujet".

"J'évite de parler de technique car en réalité personne n'y comprend rien".

"Il serait souhaitable que les "pro-déconfinement" puissent apporter, de façon contradictoire, des données sourcées et objectives sur les études réalisées par des cabinets indépendants".

"StocaMine est un fiasco : c'est un énorme gâchis d'argent public".

"StocaMine est une affaire politique et financière".

"On a deux mondes qui s'affrontent. Théorie, désinformation, jeux d'acteurs en surface qui manipulent. Dans le fond, des gens qui ont bossé toute leur vie dans des conditions difficiles voient tous ces gens qui n'y connaissent rien venir chacun avec leur point de vue. Il y a une fracture réelle, à cause de la posture des élus locaux entre autres. Il faudrait mettre en avant l'intérêt général".

a. L'incendie impossible de 2002

"L'incendie a duré 3 mois, les équipes ne savaient pas comment l'éteindre et les pompiers ne savaient pas comment intervenir. Ils ont ensuite arrêté l'activité de stockage et anticipé l'arrêt des mines de potasse car les cendres toxiques se sont disséminées un peu partout. Je pense que cela devait les arranger car quelque part ça leur faisait une excuse pour arrêter par anticipation".

"Dans le Plan de gestion des risques, tous les risques étaient établis, avec des schémas d'intervention, risque par risque mais le risque incendie n'avait pas été intégré car tout le monde disait que ce n'était pas possible qu'il y ait un départ de feu. Il y a pourtant eu un départ de feu... ça veut bien dire qu'on a mis d'autres déchets que ceux initialement prévu sinon pourquoi cet incendie ?"

"J'ai travaillé durant des décennies avec les ingénieurs des mines, j'ai toujours été sidéré de la connaissance qu'avaient ces ingénieurs de leur mine, quand ils annonçaient quelque chose cela se produisait. Donc forcément on a fait confiance aux MDPA quand leurs ingénieurs nous ont confirmé qu'il n'y aurait aucun problème avec cette mine, que la convergence est faible, et qu'il n'y aura jamais d'eau dedans, tout est réversible : on les a crus !"

b. Suspensions quant à la nature des déchets stockés

"Quand je vois l'obstination de ne sortir aucun colis, j'en arrive à la conclusion qu'on nous cache quelque chose".

"Les déchets non conformes à l'origine de l'incendie n'ont rien à y faire : ils auraient dû être remontés tout de suite".

"Si on veut rassurer la population, il faut déstocker une partie, même petite, contrôler ce qu'il y a dedans et si cela correspond bien au registre de réception, on lèvera la suspicion".

"Il faut clairement tout sortir parce qu'il y a un doute sur tous les big-bags et tous les colis. Une fois extraits, ils devront être reconditionnés correctement ce qui permettra de trouver des solutions pour les éliminer".

"A propos des 42 000 tonnes de déchets stockés, on est dans un flou artistique. Des militants ont des documents tendant à faire penser qu'il y a des déchets nucléaires qui sont stockés. Je n'ai pas de preuve, je prends des précautions. Mais c'est sûr qu'on a des déchets dont on ne connaît pas les sources qui sont en bas, s'ils ont été descendus c'est qu'ils sont hautement toxiques et s'ils sont toxiques, il faut les remonter. Nous sommes sur un dossier où la réversibilité promise ne peut pas être respectée".

"Au cours de l'été 2022, un expert Suisse a soupçonné qu'il y ait des déchets de démantèlement des missiles Pluton".

"Il existe beaucoup de rumeurs et de supputations. Par exemple sur la présence de déchets radioactifs alors que les BSD de réception de déchets ont été mis à disposition par les MDPA et jamais remis en cause et que les analyses réalisées prouvent que la typologie des déchets correspond bien aux données".

2. Le sujet qui interroge : La réversibilité

a. Renoncement contraint à son exercice complet

"Le principe de la réversibilité n'a pas été respecté".

"Cette réversibilité n'est plus du tout garantie et pourtant cette réversibilité est la condition pour l'appréhension efficace d'éventuels risques".

"Quand on fait une erreur on répare son erreur. Il faut tout déstocker même si ce sera compliqué car certains déchets sont très dangereux".

"L'alsacien s'est fait avoir".

"Mais la façon dont les colis ont été stockés montre que le déconfinement n'était pas prévu (espaces entre les murs non respectés, big-bags sont stockés sur palettes, et entassés les uns sur les autres). J'aurais été élu à l'époque de l'incendie, j'aurais exigé que tout soit remonté".

"On a creusé dans des secteurs où on n'avait pas le droit de creuser car instables, on a stocké trop près des bords et trop en hauteur contrairement à l'AP (...). Aucun brochage n'a été fait pour assurer la réversibilité. Au contraire on a l'impression que tout a été fait pour emprisonner ces déchets".

"Certains disent que l'arrêté préfectoral de 30 ans prévoit clairement qu'à la fin de l'exploitation il faudra tout sortir. Mais c'est écrit nulle part".

"La réversibilité n'aurait jamais dû être promise, ni inscrite dans l'Autorisation Préfectorale".

b. Les motivations d'un nouveau déstockage (préservation nappe phréatique, risque sismique et parole de l'Etat)

Parole de l'État

"L'Etat n'a pas clairement menti, il a menti par omission".

"Il y a une confiance brisée nourrie par une promesse initiale ambiguë de réversibilité. L'enjeu c'est la transparence de l'action publique et la confiance entre les décideurs politiques et la population. Il y a eu un engagement qui a été pris par l'Etat au début du projet Stocamine : la réversibilité".

"L'État s'est engagé il y a 25 ans à faire un site réversible, et la parole de l'État est sacrée. Nous sommes dans une défiance croissante entre le citoyen et l'État. Et quand l'État s'engage, l'État doit tenir sa parole".

"Le principe de précaution et le bénéfice du doute doivent inciter à écarter l'option du confinement".

"Le BRGM considère aussi que le déstockage hors bloc incendié est toujours techniquement possible même si effectivement les difficultés techniques sont croissantes. On doit se donner comme objectif de tout remonter quitte à confiner ce qui reste si les conditions matérielles ne permettent plus de tout remonter".

"Ça ne veut pas dire qu'il faut tout sortir mais on va montrer qu'on entend la crainte et on va faire quelque chose".

"Je vous rappelle le principe de précaution dans notre constitution : on ne peut pas s'asseoir dessus sous prétexte qu'il faut sauver « le soldat Bure » (ndla : projet Cigéo de stockage des déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne) sauf qu'en réalité une partie des gens qui décident, pensent que si effectivement on sort tout, il y a des risques que Bure ne se fasse pas. Il y a toujours eu un lien implicite entre les deux".

Préservation de la nappe phréatique

"Une fois la mine fermée, un ennoiemment va s'opérer. Nous sommes conscients de l'état de la nappe. Nous ne voulons pas porter la responsabilité de l'inaction et de la dégradation de la nappe".

"Nous devons décider pour les générations futures, La nappe phréatique sera polluée, peu importe que ce soit dans 10, 100 ans ou 200 ans. La responsabilité politique ce n'est pas de prendre la responsabilité pour soi-même à court terme c'est regarder l'avenir. La pollution arrivera et les bouchons ne tiendront pas".

"Un déstockage partiel est encore possible. Cela permettrait une meilleure acceptation. Le plus important est de déstocker les produits solubles dans l'eau".

"Il y a beaucoup d'incertitudes dans les prévisions d'un risque d'ennoiemment (à 70 ans, à 1 000 ans...). On nous dit, il n'y a pas de risque mais on nous disait aussi qu'il n'y aurait pas d'incendie... On ne peut pas construire un raisonnement politique sur ce type d'études".

"Les mêmes experts qui nous disaient qu'il n'y aurait jamais de problème avec StocaMine disent aujourd'hui que le risque éventuel serait de l'ordre d'un petit filet. Je ne comprends même pas qu'on puisse arriver à se dire : on en rajoute un peu ce n'est pas bien grave ! Ce sur quoi nous sommes tous d'accord c'est qu'à un moment ou à un autre ça arrivera...".

"L'ennoiemment tel qu'il est présenté (dans 500 ou 600 ans) c'est de la théorie. Qui sera là dans 600 ans ? Qui peut garantir que ça n'arrivera pas avant" ?

"Le débit qu'on nous annonce je n'y crois pas ! Il y a 14 puits de mine, dans les 360 sondages qui traversent la nappe, les étanchéités vont vieillir".

"Il y a déjà des infiltrations d'eau dans le site de stockage. Elles sont descendantes pour le moment, mais elles finiront par remonter. On a des études, avec le collectif, qui donnent des projections à plus court terme car la pression exercée est réelle, le réchauffement est réel. Certes, il n'y a pas de danger immédiat, mais le risque de sacrifier toute cette eau nous pousse à retirer les déchets suspects car la mine travaille et c'est une inquiétude majeure".

"L'eau quand elle fait un chemin est imprévisible".

"En prenant en compte la situation et les études notamment celle de l'INERIS, il y a un phénomène qui va se produire qu'on le veuille ou non : l'infiltration de l'eau dans les trous qui contiennent les déchets. Malgré les bouchons, elle va forcément être expulsée vers le haut. Ça aucune étude ne dit le contraire. Il faut rappeler l'imprévisibilité de la situation qui doit faire jouer pleinement le principe de précaution dans la décision qui sera prise".

"Les positions des MDPA concernant la pollution de la nappe et son impact réel sur la population sont présentées comme des aberrations (confinement présenté comme la solution la plus respectueuse de l'environnement)".

"Personne, sûr ne peut avancer ce qu'il se passera dans 500 ou 600 ans. Personne ne sait comment va réagir l'eau salée saumurée lorsqu'elle va entrer en contact avec le cyanure, l'arsenic. Aucune étude n'a été faite mais comme on ne connaît pas la nature de tous les déchets contenus dans le centre on ne peut pas faire une étude complète. Il est clair que l'eau descend. Personne ne peut confirmer les chiffres. On ne peut pas faire d'estimation".

Le risque d'un séisme

"Nous alertons régulièrement les MDPA sur les risques de tremblement de terre, et on nous répond que les risques sont en surface uniquement et pas sous terre. On sait très bien que les ondes liées aux tremblements ont un impact sur les fonds de mines (cas du tremblement de terre de Bâle qui a provoqué la destruction des châteaux forts)".

"Les études ont démontré que les conséquences d'un éventuel tremblement de terre étaient très faibles et surtout en surface".

"Il n'existe aucune étude d'étanchéité des puits de mine en cas de tremblement de terre".

"Si un évènement majeur (tremblement de terre) se produisait en Alsace, ce sont les déchets en surface qui seraient les plus problématiques plutôt que ceux stockés par 600 mètres de profondeur".

c. La position des pro-confinement

"Il existe d'autres dossiers de pollution de la nappe qui sont plus prioritaires : le stockage de lindane dans le sous-sol haut-rhinois dont celui de Colmar qui est directement en contact et qui la pollue de manière irréversible".

"L'arbitrage entre confinement et déstockage doit se faire sur des bases scientifiques solides".

"La pollution de la nappe est liée essentiellement aux pesticides, à un degré moindre les nitrates et les polluants émergents".

"On pourrait considérer actuellement que la pollution provoquée par l'agriculture et les intrants comme les pesticides est bien plus importante que la pollution par StocaMine mais encore une fois il faut se placer dans une optique de très long terme".

"Il y a plus de risque au-dessus qu'en dessous et la probabilité qu'un jour on ait une contamination de la nappe phréatique est quasi-nulle".

"Si l'eau arrivait dans 1 000 ans sûrement que le risque serait faible car la convergence et l'encapsulation seront réalisés et il y aura très peu d'eau qui pourra s'infiltrer, très peu de dissolution, et donc très peu d'expulsion instantanée".

"Sur le risque de la pollution de la nappe phréatique il n'y a que des "si". Et quand bien même elle se produirait on parle d'une pollution de 0,7 m3 de saumure souillée, c'est-à-dire qui comporterait des traces de pollution (pollution potentielle). Ramenée à la taille de la nappe phréatique c'est très faible. Et pour cela il faudrait encore que l'eau arrive au niveau des galeries mais l'eau ne remonte pas, il n'y a pas d'évolution du niveau de l'eau. Il y a toute une légende qui s'est construite autour d'une éventuelle pollution de la nappe, mais en termes d'arguments techniques les opposants (au confinement) sont faibles".

d. L'inaccessibilité du bloc 15 acceptée

"Le bloc 15, le "fameux bloc" où il y a eu l'incendie est interdit d'accès. Il est d'ailleurs hors de question d'aller déstocker là-bas et c'est là-bas que l'amiante serait stockée".

"En dehors du bloc 15 - effondré - il faut sortir tout ce que l'on peut, en prenant toutes les précautions pour les personnels".

"Que le bloc 15 soit inaccessible peut-être mais pour moi tout le reste est déstockable".

"Je ne dis pas qu'on peut tout sortir. Par exemple le bloc 15 qui a brûlé évidemment qu'on ne pourra rien en sortir".

"Concernant les options, il y a un consensus sur le confinement du bloc 15. Sur le reste...".

"Il faut laisser dans le fond ce qui n'est pas extractible : je pense que le bloc 15 en fait partie malheureusement".

"Le confinement du bloc 15 va prendre 42 mois".

"Accord pour le confinement du bloc 15".

e. Pas de consensus quant aux déchets à déstocker

"L'objectif est de déstocker tout ce qu'on peut sortir (estimation de 7 à 8 %) avant juillet 2024 et fermer la mine en 2027 tout en mettant en place un système de surveillance pour contrôler que les hypothèses sont bonnes. Si l'envolement se fait plus vite, il faudra creuser une nouvelle galerie (6 ans) ou refaire le cuvelage du Puits Joseph".

"Nous les acteurs du terrain nous souhaitons que, sans délai, on engage les opérations de déstockage de tout ce qui peut l'être (...) et engager une dernière étude sur la faisabilité d'un éventuel déstockage. En dehors du bloc 15 - effondré - il faut sortir tout ce que l'on peut, en prenant toutes les précautions pour les personnels".

"Concernant les REFIOM (42 % du volume total) qui ne sont pas solubles, il y a toutefois un risque en cas de contact avec l'eau saumurée et les autres déchets toxiques".

"Je n'ai pas d'opposition à ne pas remonter par exemple les déchets amiantés inertes mais il faut l'expliquer et dire la vérité".

"Il faut déstocker le bloc 15, les « déchets inconnus », l'amiante, les mâchefers (REFIOM) et les déchets contenant de l'arsenic, mais tous les déchets ne sont pas dangereux pour la nappe, j'en suis conscient mais je ne suis pas chimiste".

"Il faut déstocker".

"Tout ne peut être sorti du stockage, mais l'objectif c'est d'en sortir le maximum".

"Le BRGM estimait de 2018 que plus de la moitié des galeries sont déstockables. Je ne sais pas où on en est actuellement. Les zones encore déstockables se trouvent dans des zones où les couches à exploiter ont été respectées".

"Il faut tout déstocker. Certes ce sera compliqué car certains déchets sont très dangereux".

"Depuis le début, nous disons qu'il faut tout sortir. Après nous ne sommes pas butés. Nous sommes tout à fait conscients des difficultés et des risques encourus par les mineurs mais certains nous ont dit que c'est encore possible ayant travaillé dans des conditions beaucoup plus dangereuses".

"Il faut remonter les colis accessibles".

"La priorité, ce sont les 20 000 tonnes de REFIOM qui contiennent des substances toxiques".

"Si l'envolement et la mise en contact de certains déchets avec l'eau ne pose aucun problème de contamination je ne vois aucun problème à les laisser dans le centre de stockage".

"On ne va pas s'obstiner à demander un déstockage total si on sait que ce n'est pas possible".

"Il ne s'agit pas de les stocker et de ne rien faire : il faut trouver des filières de traitement et un site en capacité de les accueillir avec les autorisations techniques et environnementales".

f. La solution des robots ?

"Il existe des moyens robotiques pour réduire le risque humain qui permettraient de déconfiner certains déchets. Certes la solution est onéreuse mais elle existe".

"Des robots ont été testés à Fukushima. Ils n'ont peut-être pas tenu mais il faut persévérer d'autant que le BRGM dans son étude de 2018 indique que les déchets peuvent être extraits avec une commande à distance. Impossible n'est pas français".

"La robotique permet de limiter l'intervention des personnels, il y a des avancées qui ont été faites en matière de déstockage".

"Plus on descend en profondeur et plus le terrain travaille. Je ne remets pas ça en cause, mais on dispose des moyens techniques et robotiques pour essayer de sortir une partie des déchets".

"Certaines mines d'uranium fonctionnent effectivement avec de la robotique avec des minerais à 5 ou 6 % d'uranium mais ces robots ont été faits sur demande. De tels robots ne seront jamais prêts à temps pour ensuite opérer le déconfinement".

"La robotique n'est pas aux normes ATEX. Cette solution n'est pas mûre à très court terme".

"Il existe des moyens robotiques pour réduire le risque humain. On ne peut pas opposer risque humain et environnemental. Il existe des moyens de déconfiner certains déchets, certes la solution est onéreuse mais elle existe".

"Dans la mine d'Asse, là où ce n'est pas possible d'accéder, il est fait appel à de la robotique. Les MDPA soutiennent que ça ne marche pas...mais en Allemagne, cela fonctionne".

"On dispose des moyens techniques et robotiques pour essayer de sortir une partie des déchets, mais seulement une partie".

g. L'exemple d'Asse

"Les allemands sont en train d'injecter des milliards pour sortir les déchets enfouis dans la mine d'Asse, car il y a un risque de pollution de leur nappe comme à StocaMine".

"Il y a une mine allemande pour laquelle l'Etat a déboursé 2 milliards d'euros pour sortir des déchets nucléaires stockés à la va-vite car l'eau avoisinante contenait des teneurs en produits toxiques".

3. Une position unanime : La priorité à la sécurité des mineurs MDPA

a. Reconnaissance d'une fermeture naturelle des terrains et d'un vieillissement des installations

"On sait qu'une mine c'est instable, que le sel travaille, que le toit descend".

"Il y a un phénomène de compression constant qui n'est pas discutable. En revanche, la vitesse qui nous a été annoncée n'est à notre sens pas la réalité. C'est pour cela que nous considérons que l'on peut encore sortir des colis".

"Il y a une compression des galeries et petit à petit ça se referme".

"C'est le même principe qu'un ballon à eau que vous mettez entre deux piles de livres. Il résiste jusqu'au jour où il éclate".

"Le stockage de StocaMine subit une convergence minière naturelle, qui fait qu'au bout d'un certain temps ces déchets seront confinés naturellement entre 2 couches de sel".

"Sur les photos, on a pu constater que le toit s'affaisse. Mais on nous montre toujours la même photo...".

"Sur les photos présentées par les MDPA, on ne voit pas de colis encapsulés. Seulement l'affaissement de toits qui écrasent des colis, ce qui ne ressemble pas à un encapsulage".

"Les préfets, les associations, des élus, des ministres sont descendus dans la mine et ont fait le constat que les murs et le toit bougent".

"Une mascarade ou une façon de faire passer la pilule".

b. Une urgence à agir partagée

"On ne peut plus déstocker, c'est trop tard : la mine ayant commencé à se resserrer, ce serait beaucoup trop risqué".

"Nécessité de prendre en urgence des décisions de poursuite du processus de fermeture du site en tenant compte de l'ensemble des mesures préconisées par les experts afin de permettre la mise en place du confinement définitif dans les meilleures conditions possibles et garantir l'étanchéité optimale des barrages".

"La dégradation du sous-sol ne permet pas de retarder davantage cette échéance sans risque pour le personnel".

"La mine se referme très vite et si on n'entreprend rien aujourd'hui elle se fermera de toute façon toute seule sans pouvoir influencer sur le processus et garantir la sécurité des déchets encore stockés".

"Avec le toit qui s'affaisse, il devient très difficile d'extraire un big-bag car généralement il doit être manipulé avec des anses par le haut".

"Le toit commence vraiment à se resserrer".

"En raison de l'évolution de la mine, si les personnels exercent leur droit de retrait, il sera très difficile de trouver ensuite des sous-traitants qui vont accepter de poursuivre le travail".

"Il y a des risques d'effondrements, comme des arrachements, qu'il ne faut pas nier. Parfois les pierres qui tombent pèsent jusqu'à 4 voire 5 kg".

"La vétusté des puits et le vieillissement normal des installations obligent à agir vite. Car pour continuer l'activité et le confinement les 2 puits sont nécessaires ! Plus on attend pour confiner définitivement et plus on prend des risques".

c. Pas de prise de risque pour les mineurs MDPA

"Le seul argument des MDPA est la sécurité du personnel pour sortir les déchets, que je comprends, les salariés ont des droits, ils peuvent demander le droit de retrait immédiat".

"Mon expérience me fait avouer que parfois si des déchets sont coincés il n'y a pas d'autre choix que de casser les parois avec le risque associé".

"Certains déchets à déstocker sont très dangereux : il faut veiller à ne pas exposer les hommes".

d. Avec un bémol pour les sous-traitants

"Ce ne sont pas les mineurs salariés des MDPA qui vont déconfiner. Il va y avoir un marché public comme pour le déstockage des déchets mercuriels. C'est la société SaarMontan qui était intervenue : ils disent qu'ils peuvent déconfiner le reste. Ils prendront la responsabilité".

"Ce ne sont pas les MDPA qui vont faire le déstockage, c'est sûrement SaarMontan. Je ne demanderai jamais à un travailleur de faire un travail risqué que moi-même je refuserai de faire. Certains disent "stop" avant même d'essayer".

"Les mineurs sont là pour maintenir la mine, pas pour déstocker. Ce sont des entreprises spécialisées qui vont faire ce déstockage et non des mineurs. Comme cela a été le cas à Bonfol où une entreprise extérieure est intervenue".

"En cas de déstockage, il va falloir faire signer des décharges aux personnels qui vont effectuer ces opérations. C'est peut-être pour ça qu'il est fait appel à une main d'œuvre étrangère... Ce qui au passage est aussi un désastre car nous perdons la compétence minière".

4. Si déstockage, pas de solution évidente ni unanime pour une élimination

"Il faut stocker dans un endroit qui ne présente pas de risque".

"Il faut étudier collectivement les possibilités pour traiter les déchets contenus dans le centre de stockage. Pour l'amiante, par exemple, il y a des techniques qui existent mais elles sont onéreuses. Il ne s'agit pas de les stocker et de ne rien faire, mais étudier les filières de traitement. En premier lieu, il faut trouver un site avec les autorisations techniques et environnementales capables d'accueillir ces déchets".

"Nous avons produit ces déchets, nous devons les garder sur notre territoire".

"Je défends le stockage des déchets en surface à proximité géographique des industries qui ont directement produit ces déchets mais à la condition que les modalités de réduction des risques et notamment des risques naturels soient optimales".

"Selon le principe du pollueur-payeur, ces déchets doivent être traités par le producteur et des filières fiables semblent bien fonctionner ailleurs en Europe".

"L'idéal serait que les industriels les reprennent et s'occupent de tout. Il existe des filières notamment pour l'amiante".

"Le stockage souterrain n'est pas un problème en soi. C'est la proximité de la nappe phréatique qui pose problème".

"Ils devront être stockés près de Wittelsheim".

"En premier lieu, il faut trouver un site avec les autorisations techniques et environnementales capables d'accueillir ces déchets".

"Si ces déchets sont sortis et stockés en surface ils pourraient être volatiles et encore plus dangereux. Il faut faire confiance aux organismes et experts qui ont été missionnés".

"Aucune solution concrète n'est proposée comme alternative au confinement : pays, site, planning, déchets, conditions, coûts, suivi, risques, transport, stockage intermédiaire, étude...".

"Aucune étude de restockage en cas de déstockage n'a réellement été menée".

"Personne n'a réfléchi au restockage".

"En raison de la sensibilité du sujet de la nappe phréatique d'Alsace, si demain on faisait le projet de restocker à 30 km de Mulhouse on aurait un refus de la part de la population. Si on devait les extraire, il faudrait les envoyer en Allemagne, à grands coups de millions d'euros dans une autre mine souterraine".

"Pour moi, le stockage en surface est impensable".

"Il faut trouver un site avec une accessibilité forte pour faciliter la surveillance et le contrôle".

"Outre les opérations de déstockage et de reconditionnement à StocaMine, les risques liés au transfert routier doivent être évalués".

a. Les partisans d'un stockage en surface à proximité

"Je ne suis pas fermé à un stockage "au jour", avec un système d'étanchéité performant et des capteurs, car en cas de problème, on peut intervenir".

"Le principe de proximité amène à considérer qu'il faut prendre en charge les déchets en vue de leur élimination le plus près possible de leur lieu de production. Je suis donc favorable à un stockage en surface des déchets dans la région pour éviter les risques lors du transport".

"Le principe de proximité doit être retenu : il ne faut pas les envoyer en Allemagne comme cela a été fait pour les déchets mercuriels".

"Aujourd'hui il est très choquant d'envisager de sortir une partie des déchets et de les exporter à quelques centaines de kilomètres, dans un site de stockage pas mieux sécurisé et qui sera au terme de son exploitation, un stockage total illimité, comme tous les stockages allemands".

"Sur le principe je défends le stockage des déchets en surface à proximité géographique des industries qui ont directement produit ces déchets mais à la condition inamovible que les modalités de réduction des risques notamment des risques naturels soient optimales. Je suis donc favorable à un stockage en surface des déchets dans la région pour éviter les risques lors du transport. Je n'ai pas à ce stade les informations nécessaires pour décider du lieu le plus pertinent pour ce stockage".

"Le stockage en surface en Alsace engendrerait une pollution de la nappe phréatique. Des phénomènes sont déjà observés avec les 12 décharges de la région".

"Il existe des sites de stockage de classe 1 en Moselle ainsi qu'en Bourgogne-Franche-Comté. On peut aussi les stocker en surface à Wittelsheim et dans le cadre de cette opération, créer un centre de recherche et trouver des solutions de dépollution pour réduire la toxicité".

b. Les partisans d'une élimination en Allemagne

"Aujourd'hui il n'y a pas d'autre solution que le reconfinement dans les mêmes conditions en mines de sel en Allemagne, ce qui est un non-sens écologique".

"Il faut envoyer les déchets dans des centres de stockage en Allemagne où ils sont disposés en couches géologiques. Le stockage en couche de sel gemme n'est pas la bonne solution".

"Il y a des solutions de stockage en Allemagne ou ailleurs qui ont été exposées par des experts suisses. En Allemagne, je fais confiance aux allemands. Pour moi le stockage en surface est inenvisageable".

c. Les solutions autres (retraitement, inertage, bunker)

"80 % des déchets officiellement stockés peuvent faire l'objet d'un traitement ou d'un inertage. Nous avons une liste de tous les déchets qui pouvaient être traités ou inertés après avoir été remontés".

"Il faut développer des expertises et des programmes de recherche pour traiter les déchets (inertage)".

"Le dossier StocaMine concerne également nos amis allemands, car on partage la même nappe, et la coopération européenne a du sens sur ces questions. Il faut mobiliser les meilleures expertises possibles dans les différents pays en fonction des différentes expériences, et se mettre collectivement ensemble pour traiter cette question".

"On peut envisager un bunker au nord de l'Alsace, sur un site qui a été transformé en musée. Ou bien en surface avec des systèmes vidéo surveillance en surface. Pour les émanations avec le stockage en surface, il sera plus simple d'intervenir qu'au fond de la mine. Le centre de traitement de Retzwiller qui est en argile et imperméable pourrait les recevoir. (Ndla : ce centre n'accueille que des déchets ultimes et pas de déchets dangereux). Il faut financer la recherche, mais ne pas envoyer nos déchets à l'étranger".

d. Le chantier de déstockage du mercure entre 2014 et 2017

"L'entreprise allemande qui a déstocké les déchets entre 2014 et 2017 disait clairement que pour remonter un big-bag de déchets mercuriels il avait fallu déplacer 5800 autres big-bags qui contenaient d'autres déchets qui ont été laissés à l'intérieur de la mine alors qu'ils auraient pu être extraits en même temps".

"Ce déstockage a démontré à ceux qui évoquaient la présence de déchets « cachés » que les colis étaient conditionnés conformément aux plans de réception. On a donc pu retrouver facilement les big-bags contenant des déchets mercuriels".

"La société SaarMontan qui a procédé au retrait des déchets mercuriels durant des mois : ils confirment qu'ils peuvent déconfiner le reste".

"Aucune idée de ce que sont devenus ces déchets".

"J'ai dû le savoir mais je ne suis pas le grand spécialiste. Mais lors du déstockage des déchets mercuriels, on a tout ressorti puis tout redescendu pour ne garder que très peu".

"Je ne sais pas où ils ont été restockés".

"Ils ont été envoyés en mines de sel en Allemagne".

"Ils ont été envoyés en Allemagne pour un stockage souterrain qui n'est pas un problème. Le problème c'est la proximité de la nappe phréatique".

"On a sorti les déchets mercuriels et on a remis les autres au fond, ce qui est aberrant. Les déchets mercuriels sont allés en Allemagne. On m'a toujours dit qu'en Allemagne il n'y avait pas la même problématique de la nappe phréatique mais je n'en sais pas plus. Mais en Allemagne ils ont un savoir-faire plus grand sur le confinement et les sites sont suivis par des associations indépendantes".

"Les déchets mercuriels sont partis en Allemagne pour stockage souterrain, ce qui n'est pas problématique dans la mesure où la réversibilité y est prise en considération".

"Ils ont été stockés en mines de sel en Allemagne dans des conditions similaires à celles qui étaient en place à StocaMine".

5. Les coûts

a. Le responsable doit être le payeur : L'Etat voire l'Europe

"Les coûts des différents scénarios sont connus et documentés".

"L'option la moins chère est le confinement. Il faut assumer le coût et faire jouer la solidarité européenne (point à négocier avec les Allemands)".

"Le coût importe peu : quand on a fait une erreur qui a conduit au fiasco de StocaMine, on la répare".

"La fermeture de la centrale de Fessenheim va coûter 15 milliards d'euros versées aux sociétés allemandes et suisses qui ont des parts de cette centrale. Comment ne pourrait-on pas trouver 450 millions pour déstocker à StocaMine" ?

Pas de connaissance du stockage (+ surveillance). Référence à la décharge industrielle de Bonfol en Suisse où les 200 000 tonnes de déchets ont été excavées en raison de la pollution des rivières pour l'équivalent de 600 M€ (ndla : en fait 380 M€) et à la pollution au lindane dont les coûts de remédiation étaient astronomiques mais cela a été fait".

"L'aspect financier est à mettre en perspective avec l'objectif et l'ambition. L'ambition est un investissement. Boucher un trou c'est une fin de non-recevoir de tout avenir. On oublie et on efface".

"Pas d'idée sur les coûts. La DRIRE - c'est à dire l'État, considère que ça coûte moins cher de les laisser. Mais dans le temps ça coûtera plus cher à la génération future lorsqu'il faudra les sortir. Je suis certaine que les confiner coûtera moins cher que de les sortir".

"Le temps qui passe augmente la facture".

"Selon le principe "pollueur-payeur" les déchets devraient être repris par les producteurs de ces déchets, c'est-à-dire les détenteurs qui ont envoyé leurs déchets chez StocaMine. Mais d'une part ces détenteurs avaient déjà payé à l'époque pour le stockage et d'autre part, dans de nombreux cas, ils n'existent plus...".

"Un expert suisse Marcos Buser avait fait une étude qui a démontré que le déstockage reviendrait moins cher que le confinement".

6. Une meilleure communication transparente nécessaire

a. Premier outil, un site Internet attractif et interactif

Lors des entretiens, il est apparu pertinent de faire évoluer la communication digitale des MDPA en développant un site plus attractif et interactif avec, au-delà des lettres, la rédaction d'informations brèves - dans un blog - mises en ligne à une plus grande fréquence, notamment dans la perspective de l'enquête publique.

b. Une ouverture du site et de son sous-sol

"Les MDPA ont encore beaucoup de mal à faire descendre du monde, à ouvrir les portes".

"Il y a un manque réel de pédagogie sur le sujet. L'Etat a pris une décision mais sans communiquer, sans expliquer. En Allemagne, ils mettent en place des bureaux d'accueil pour la population, présentent ce qu'ils font, ce qui se passe sur le site, quelles sont les technologies utilisées, quelles sont les techniques, quel est le planning, comment s'organise l'activité, que font les ouvriers, les mineurs, les ingénieurs...".

"Il ne serait pas inutile de faire une enquête auprès des habitants et connaître leur point de vue réel, en leur apportant un minimum d'informations".

"Lors des visites des installations minières, les MDPA ne montrent que ce qu'elles ont envie de montrer".

c. Une réorganisation de la Commission de Suivi de Site (CSS) et de ses missions

"Il faut une réunion de tous les acteurs et que le préfet révise son approche pour un confinement. Il faut qu'il réponde à la question : un déstockage partiel est-il techniquement possible notamment des déchets solubles à l'eau et si oui prévoir un arrêté préfectoral avec un déstockage partiel".

"Les élus se chiffonnent pour savoir s'il faut y aller et qui ? On n'a pas réussi à mettre les gens autour de la table".

"Il faut créer une structure de type CLIS comme celle de Fessenheim, dans un mode de fonctionnement beaucoup plus serein, dirigée par un élu qui prépare l'agenda et qui organise entre 2 et 6 réunions par an. La CSS telle qu'elle existe, cela ne fonctionne pas !"

7. Le confinement, choix technique et urgent pour une partie des interviewés

a. Justifications techniques et environnementales du choix du confinement

"La non-action est la pire chose pour la protection de la nappe".

"Le confinement définitif est la seule solution envisageable garantissant le niveau de risque le plus faible si les mesures prévues sont mises en œuvre très rapidement. Il y a un risque pour les opérateurs qui s'aggrave au fil du temps compte tenu de la dégradation naturelle des galeries de la mine".

"Le plus gros risque serait, en raison de l'effondrement des galeries, qu'on laisse les choses en l'état car on n'aura pas eu le temps de confiner correctement ! ... On aura alors tout perdu : les déchets resteront en bas et le risque de pollution de la nappe phréatique sera important car le confinement n'aura pas été réalisé correctement".

"L'étude commanditée par la Ministre Barbara POMPILI décrivait clairement qu'on ne peut pas déstocker et confiner en même temps (circulation d'air, aération, ...)".

"Toutes les études réalisées concluaient au confinement à partir de 2010".

"Je suis en faveur du confinement pour des raisons scientifiques et par pragmatisme. Les recommandations du Rapport de la mission sont qu'il fallait enlever certains déchets à la condition qu'il existe un site d'accueil de ces déchets, plus sécurisé que celui de StocaMine (celui-ci n'a jamais été identifié) et qu'il fallait évaluer les risques environnementaux et humains liés au déstockage. Sur ce point, une étude a été menée de manière indépendante par des experts internationaux (étude ANTEA/TRACTEBEL). La conclusion a été qu'il fallait confiner rapidement car la situation des galeries ne permettait pas de mener en même temps des opérations de confinement et de sécurisation de la mine, et des opérations de déstockage en raison d'une problématique de circulation d'air, les risques devenant trop importants pour les personnes effectuant les opérations en fond de mine. Les études sont très claires sur le sujet. Aujourd'hui personne n'est capable de dire ce qu'on devra faire de ces déchets si on les déstocke..."

"Un confinement bien fait permettra de mieux le contrôler et de réfléchir à des évaluations constantes pour étudier le risque de pollution de la nappe et agir avec l'évolution des techniques et de la recherche".

"Le confinement se fera. Les opposants le savent bien mais ils veulent faire partie de ceux qui étaient contre et ils veulent pouvoir dire qu'ils s'y opposaient tout en sachant qu'il aura lieu".

"Les sortir pour les mettre ailleurs est totalement irresponsable".

"Le déstockage complet est inutile et sans bénéfice environnemental mais avec un risque important d'accident et de pollution lié à la manipulation des 42000 tonnes de déchets stockés. A présent, ce projet est devenu totalement irréaliste et trop dangereux compte tenu du mauvais état des galeries. Tout retard dans la mise en place du confinement définitif entraînera un risque croissant de pollution future".

"Si on veut déstocker, aujourd'hui, il faudra encore 2 ans pour régler les questions administratives, avec des galeries qui arrivent en bout de course, Ce qui rend impossible de déconfiner dans des conditions correctes et de sécurité, sauf à vouloir faire un déconfinement avec un message politique en focalisant sur les quelques endroits où c'est le moins dangereux. Il semble bien qu'il soit trop tard".

"Je doute que les exutoires de sortie pour un traitement en surface soient disponibles. Ce qui signifie qu'on va sortir les déchets stockés et attendre des dizaines d'années pour éventuellement trouver une solution de traitement. Je ne pourrai pas accepter que les déchets s'ils sont extraits restent plus de 5 minutes en stockage en surface".

b. Sécurité des personnels

"La sécurité des mineurs est primordiale".

"Des mineurs de fond m'ont clairement dit que si on démarrait le déstockage ils s'en iraient. Pour eux il faut arrêter ce combat politique, confiner et surveiller".

"J'ai eu l'occasion de descendre : on voit bien que l'état s'est dégradé "minièrement" ce qui oblige à renforcer avec piliers en béton. Il y a également les dangers liés aux gaz".

"J'ai entendu l'ancien délégué mineur prendre position à la dernière CSS, c'était très clair, très compréhensible".

"Je suis conscient des risques pour le personnel, c'était déjà le cas avant. Je suis fils et petit-fils de mineur, je sais ce que c'est".

"La vétusté des puits liée au vieillissement normal des installations est un sujet important de sécurité (entretien quotidien, remplacement des câbles...). Plus le temps passe, plus les risques sont importants".

"Je ne demanderai jamais à un travailleur de faire un travail risqué que moi-même je refuserai de faire".

"Quelle que soit la décision, il faut être prudent afin de ne pas mettre en danger les gens qui interviendront au fond".

"Il n'est pas question d'engager directement la santé des mineurs dans un chantier de déstockage".

"Les déchets amiantés ne sont pas dangereux maintenant qu'ils sont au fond mais par contre il ne faut plus les manipuler. Les mineurs vont faire jouer leur droit de retrait si ça continue, et allez trouver ensuite des gens qui vont accepter de reprendre la suite !"

"Plus on retarde les opérations de déstockage, plus les risques pour le personnel augmentent donc il faut commencer le plus rapidement possible. Les risques professionnels pour les personnels des entreprises chargées du déstockage ne sont pas différents des risques liés à l'activité minière".

"Quand plusieurs études décrivent des risques on doit les prendre en considération".

"Il faut absolument des gens spécialisés et formés et je suis d'accord pour dire que c'est difficile de les trouver".

c. Surveillance et avenir du site

"Il faut une décision de sagesse pour StocaMine. Il faut faire confiance aux élus qui sont dans cette commune qui arrivent malgré tout à se projeter pour la suite. Il y a un projet de dynamique de territoire qu'il faudra s'engager à tenir".

"Il faut disposer d'un lieu de mémoire et de suivi prenant en compte l'historique (notamment le passé minier) et communiquant les mesures de la remontée éventuelle de la nappe réalisées avec les piézomètres".

"A l'image de Fessenheim les MDPA doivent devenir un centre pilote de reconversion de site. Tout le pays serait rassuré de savoir qu'il y a une ambition nationale et qu'un travail de pédagogie est fait à la destination du public. Il faut que la population comprenne la raison de la mise en place de ce pôle. La région mulhousienne est tout à fait légitime à accueillir ce pôle avec toutes les industries passées et présentes autour d'elle. Ce sont des facteurs de cohésion, un élément de cohésion nationale. Il faut qu'on utilise l'un des sites industriels des mines de potasse pour créer ce pôle de recherche qui a marqué plus d'un siècle d'activités dans le Haut-Rhin : il accueillera des start-ups, des chercheurs".

"On pourrait créer un pôle de compétence avec les installations en surface qui sont toujours là. L'État il y a quelques années aurait dû proposer de transformer ce site en surface pour la mémoire minière et l'envie pour les générations futures d'établir un pôle en charge d'étudier toutes les problématiques rencontrées ces 50 dernières années. Il serait également opportun à travers ce pôle d'excellence de reconnaître les erreurs qui ont été faites.

Et à côté d'autres équipes seraient là pour surveiller au quotidien le site.

Disposer d'un endroit où toutes les informations, toutes les études, tous les scénarios, toutes les éventualités.

Dans 60 ans ou 100 ans, des équipes de professionnels pourront dire, parce qu'ils auront accès à toutes les informations, toutes les études, si la solution était la bonne. Il faut créer quelque chose de nouveau qui prend en compte le passé minier, une instance de suivi avec une communication s'il le faut du niveau de l'eau. Créer un lieu de concertation et d'échange labellisé".